

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1805>



Le cercle de Nantes a célébré la proclamation de la République

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : samedi 26 septembre 2020

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Dans le cadre des célébrations de la naissance de la République, le cercle de Nantes a manifesté sa présence devant la colonne des martyrs de 1830, le 19 septembre 2020.

Voici ci-dessous l'intervention de Loïck Gourdon, Président du cercle.

Nous voici donc au pied de la colonne des Martyrs de 1830, hommes du peuple qui ont donné leur vie pour la République, pour la liberté de leurs frères, dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Libre Pensée,

Avant toute chose, au nom du Cercle de Nantes de l'APUC, je tiens à remercier la Fédération de la Loire Atlantique de la Libre Pensée et son Président Jean Paul Charreau de nous avoir invités et à vous transmettre le salut fraternel et républicain du Président et fondateur de l'association que j'ai l'honneur de représenter en ses lieux de mémoire de la République, cette république malmenée à laquelle nous tenons tant et qu'il convient de défendre.

A ce propos, nous ne serons pas les seuls à Nantes à nous rassembler. Les Libres penseurs de la Région parisienne et leur Secrétaire Général Christian Eychen seront présents et prendront la parole à la cérémonie annuelle de célébration de l'anniversaire de la Première République le 22 septembre 1792 devant la plaque accrochée devant le Jardin des Tuileries, ces Tuileries qui virent se dérouler l'insurrection fondatrice qui allait renverser la monarchie, instaurer le suffrage universel et faire du sujet un citoyen. La proximité de nos deux associations témoigne d'une analyse partagée sur le caractère anti démocratique des institutions de la Vème République et non d'une alliance de circonstances. J'en donne pour preuve l'organisation à Paris, en 2009, d'un colloque commun intitulé « Sur la République », au cours duquel j'ai été invité à plancher aux côtés de mon ami André Bellon,

Quelques mots pour présenter l'Association Pour Une Constituante.

L'APUC a vu le jour après le coup d'état institutionnel du 29 mai 2005, jour funeste pour la République et partant pour le suffrage universel puisque la volonté du peuple de rejeter le Traité Constitutionnel Européen a été bafouée par l'Exécutif, violant ainsi la souveraineté dont le peuple - aux termes de la Constitution- est le seul dépositaire, à l'initiative de André Bellon philosophe, essayiste, ancien député, entouré de quelques militants chevronnés intellectuellement et politiquement structurés. Le choix de l'indépendance de l'association par rapport aux partis politiques s'explique par le fait qu'elle s'adresse à tous les citoyens quelles que soient leurs convictions ou leurs attaches partisans. L'APUC considère que la société prétendument démocratique qui est la nôtre, privée de toute base sociale du fait de l'accaparement du pouvoir par la classe dominante, n'est plus en mesure de résoudre pacifiquement les contradictions sociales et politiques. Comme la Libre Pensée nous considérons qu'il nous faut éclairer le citoyens pour les aider à échapper à la servitude volontaire, à penser et s'administrer librement,

70% d'abstention aux élections municipales, scrutin réputé être le plus proche du citoyen, Point n'est besoin d'avoir fréquenté Sciences Po pour constater que les administrés à qui on donne la parole une fois tous les cinq ans, ne font plus confiance à leurs mandataires qui trahissent régulièrement leurs promesses électorales, rejettent les institutions autoritaires qui encadrent leur quotidien,

D'ailleurs, comment le pourraient-ils ? La forfaiture du Traité de Lisbonne reste dans les mémoires.

A grand coup d'ordonnances le droit du travail est détruit, les services publics par la modification des statuts des fonctionnaires notamment, sont laminés au profit du marché, c'est dire du capital, Les libertés fondamentales reculent, le dialogue social se construit à coup de matraques et de LDB.

Le cercle de Nantes a célébré la proclamation de la République

Le discours du Président de la République choisissant de commémorer la fondation de la IIIème République est à bien des égards significatif de l'affaiblissement de cette dernière. Peut-on parler de République sans évoquer le contrat social qui doit la fonder, en particulier de laïcité indispensable à l'émancipation du citoyen ? Peut-on s'y référer en utilisant une telle violence contre les Gilets Jaunes ? Peut-on la magnifier sans donner les moyens nécessaires aux services publics de santé, d'éducation ?

Une France unie dans le refus du communautarisme, - rebaptisé séparatisme- est certes un concept républicain. Une France unie autour d'un seul homme est un concept bonapartiste. Certes Gambetta fut un symbole de l'unité nationale, il était légitime à proclamer la République, Mais n'oublions pas la répression féroce menée par Thiers contre les Communards, ceux qui montèrent à l'assaut du ciel, fut l'oeuvre de cette République bourgeoise apeurée par ce qu'elle appelait alors les classes dangereuses. Ni Thiers, ni Mac Mahon ne furent des symboles de l'unité sinon de la mise en oeuvre violente des privilèges de la bourgeoisie. A cet égard, 150 plus tard, il semble bien que l'histoire bégaie.

En outre, il est curieux, que dans son discours, le Président oublie de se référer à la date de création de la Ière République, le 22 septembre 1792, celle l'APUC commémore tous les ans. C'est pourtant cette République, qui par l'insurrection du peuple, abolit la monarchie, instaura le suffrage universel et par là même le principe de la souveraineté populaire, c'est elle qui abolit l'esclavage. Comme le dit à juste titre André Bellon qui a largement inspiré mon propos, cette République-là, la première, demeure un grand projet émancipateur et non le gadget d'une start up nation.

L'histoire doit éclairer le présent si nous voulons nous affranchir du passé. La République a connu et connaît ses zones d'ombre, je pense à son versant colonialiste, voire néo colonialiste s'opposant son côté progressiste, lumineux - je pense aux Lumières - concrétisé par les lois sociales ou la grande Loi de séparation adossée aux Lois sur la liberté d'association de 1901. la République n'est pas un dogme : elle est toujours à construire, Elle est toujours à relever car elle est le môle sur lequel se construit le citoyen.

A l'instar de la L P, nous sommes convaincus que la réaffirmation de la citoyenneté dans l'unité nationale, guidée par des valeurs humanistes universalistes, passe par la remise en cause d'un système institutionnel bonapartiste qui nie la valeur du citoyen.

Pour l'APUC, il ne s'agit pas de définir à priori le contenu d'une nouvelle constitution ni d'accaparer la manière d'y parvenir, il s'agit pour elle d'aider à cette transformation constitutionnelle avec les citoyens et les organisations qui veulent redonner au peuple sa souveraineté.

Face à la caricature de démocratie actuelle où la classe dominante prend, entre autres, cynique prétexte de l'urgence sanitaire pour prolonger, selon son bon vouloir, des mesures d'exception liberticides principalement destinées à contrôler le mouvement social, il faut recréer le débat entre citoyens au niveau le plus proche de leur vie quotidienne pour leur permettre d'élire des représentants qui porteront leurs doléances et leurs aspirations.

Il faut rassembler ces volontés au sein d'une assemblée constituante élue sur la base de projets politiques, il faut permettre aux citoyens de contrôler leurs mandataires ainsi élus et reconstituer ainsi, autour de cet objectif, le citoyen et le peuple dont il est membre.

Loïck GOURDON, le 19.09. 2020.